

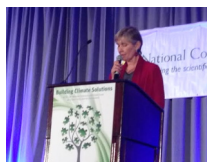
Des solutions pour le climat : 14ème conférence annuelle du Conseil National Américain pour la Science et l'Environnement

Publié le vendredi 7 février 2014

Voir en ligne : <https://www.france-science.org/Des-solutions-pour-le-climat-14eme.html>

La 14ème édition de la Conférence Annuelle du Conseil National pour la Science et l'Environnement (*National Council for Science and the Environment - NCSE*) a eu lieu du 28 au 30 janvier 2013 à Crystal City (proche de Washington, D.C.) [1]. Après les récentes publications de la première partie du cinquième rapport du GIEC et de la version provisoire de l'*United States National Climate Assessment* et à quelques mois d'importants rendez-vous internationaux pour les négociations, le NCSE avait retenu le thème du climat et intitulé la conférence "*building climate solutions*".

Cette conférence rassemble chaque année plus d'un millier de participants d'horizon divers : universités, ONG, fondations, *think tanks*, gouvernements, médias et secteur privé. Elle vise à encourager un dialogue entre les différents acteurs et à produire une liste de recommandations qui est ensuite transmise aux décideurs publics [2]. Soucieux de s'ouvrir vers l'international, le NCSE a changé cette année le titre de sa conférence annuelle pour devenir "*National Conference and Global Forum on Science, Policy and the Environment*". On note en effet une participation accrue d'intervenants internationaux, notamment d'Afrique, d'Asie mais également d'Europe et de France. Le *final keynote speech* avait été réservé à la France, pour évoquer la perspective de la COP 21 qui aura lieu à Paris en 2015 ; il a été prononcé par Marie-Hélène Aubert, conseillère du Président de la République pour les négociations internationales sur le climat et l'environnement [3].



Marie-Hélène Aubert, conseillère du Président de la République pour les négociations internationales sur le climat et l'environnement, lors de son discours devant la conférence "Building Climate Solutions" le 30 janvier 2014

Crédits : MS&T

Construire les solutions face aux défis climatiques

La conférence [4] a permis de rappeler l'état des connaissances scientifiques sur le climat, les solutions existantes (en particulier dans le secteur des villes durables et de l'agriculture) et des défis restant à relever pour répondre, rapidement, aux défis du changement climatique. Les intervenants rassemblaient des scientifiques comme Richard Alley (professeur à l'université Pennsylvania State) et James Hansen (professeur à l'université Columbia), des membres du secteur privé, notamment Jack Sinclair, vice-président de Walmart) et des membres actuels ou anciens de l'administration américaine tels que Kathryn Sullivan, administratrice de la NOAA, Gina McCarthy, administratrice de l'Agence de Protection de l'Environnement Américaine (*U.S. Environmental Protection Agency - EPA*) ou encore Bill Richardson (ancien Ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et ancien Secrétaire à l'Energie et ancien membre du Congrès).

L'ensemble des interventions a fait ressortir un message clair, qui rejoint le discours sur l'Etat de l'Union prononcé fin janvier par le président Obama [5] : le changement climatique est un fait, il est urgent d'agir. Il est intéressant de noter que la plupart des actions évoquées se situent au niveau local (des Etats et des villes). Sur la vingtaine d'ateliers organisés pour établir des recommandations, près de la moitié concernaient des mesures locales. Par ailleurs, la notion de résilience, qui avait déjà été au coeur des discussions l'année dernière [6] est toujours très présente. Comme en témoigne la taskforce (*State, Local, and Tribal Leaders*

Task Force on Climate Preparedness and Resilience) récemment créée par le président Obama [7], les efforts sont désormais orientés vers des villes ou des "communautés" résilientes, capables de mieux résister aux multiples catastrophes naturelles que le pays a connues au cours des dernières années. C'est également le discours tenu par les quelques représentants de pays en développement qui, tout en rappelant sur la nécessité des efforts d'atténuation, font état de l'urgence à agir pour l'adaptation, les conséquences du changement climatique n'étant désormais plus seulement une menace pour le futur. Dans l'ensemble des Etats-Unis, les études d'opinion semblent montrer que si les causes font encore un peu débat, le constat est unanime sur les conséquences des événements climatiques extrêmes et la nécessité de mieux s'y préparer. Enfin, les espoirs de la science et la technologie ont été plusieurs fois évoqués mais l'assemblée des scientifiques présents s'est dite inquiète face à l'idée de reposer nos espoirs sur des technologies qui n'existent pas encore, tout en continuant à mener des actions aux conséquences bien documentées et irréversibles sur le climat.

Il ressort également des débats qu'il est crucial de développer les travaux en sciences sociales pour mieux comprendre les facteurs déterminant les changements des comportements des individus et des sociétés. La communication sur le changement climatique joue également un rôle clé et il semble que le plus efficace soit "un message simple, clair, répété à de multiples reprises par des personnes (ou institutions) auxquelles les gens font confiance".

Les "infrastructures vertes" pour une ville durable

Le CNRS et le service scientifique de l'Ambassade de France aux Etats-Unis ont organisé l'un des ateliers intitulé "*Nature as a Source of Innovation for a Sustainable Metropolis*" (La nature, une source d'innovations pour construire des métropoles durables) [8]. L'objectif de cet atelier franco-américain était de mobiliser chercheurs, décideurs publics et professionnels du secteur pour établir un cadre pour mieux utiliser les connaissances scientifiques dans la gestion des métropoles (conception et évolution à long terme des écosystèmes, atténuation du changement climatique, résilience en milieu urbain). Les participants à cet atelier, organisé par Chantal Pacteau (responsable du groupement d'intérêt scientifique "Climat-Environnement-Société") et Patrick Monfort (CNRS), étaient : Sylvie Joussaume (CNRS), Radley Horton (New York City Panel on Climate Change and New York State's Adaptation Report), Luc Abbadie (Institut d'Ecologie et des Sciences de l'Environnement de Paris), Alena Prochazka (Université du Québec à Montréal), Louise Vandelac (Institut de l'Environnement de l'Université du Québec à Montréal) et Marc Barra (NatureParif). Les discussions entre ces experts et les échanges avec le public ont permis d'établir un certain nombre de conclusions et recommandations qui sont résumées ci-dessous.

Les villes constituent de nouveaux écosystèmes dont la biodiversité est mal connue ; il est indispensable de renforcer la recherche dans ce domaine. Les spécialistes de la biodiversité sont plus familiers des espaces naturels dénués de présence humaine où les enjeux se posent plus en terme de sauvegarde et de protection des espèces. Le milieu urbain est d'une autre nature où les enjeux se posent davantage en termes de restauration ou d'adaptation en tenant compte des fortes contraintes d'utilisation de l'espace.

Le développement des services écosystémiques au coeur de la ville passe par une vision holistique de la ville faisant appel à des connaissances multiples en agronomie, biologie, architecture, ingénierie, sciences sociales... Une approche segmentée ne permet pas de prendre en compte les interactions entre les espèces animales, végétales et les contraintes liées à l'espace, les réseaux d'eau et d'énergie, le bâti.

Les solutions d'intégration de la nature dans la ville peuvent avoir de nombreux effets positifs sur la qualité de l'air, le confort dans les bâtiments, la réduction des pics de chaleur, les économies d'énergie, la gestion des eaux de pluie, notamment en cas de précipitations intenses... Plusieurs études mettent en avant les bénéfices des infrastructures vertes sur la qualité de vie, la réduction du stress, voire de la criminalité. Pour apporter un réel bénéfice environnemental, dépassant le seul volet esthétique, les infrastructures vertes en ville doivent privilégier des solutions pérennes et autosuffisantes en eau et en apports énergétiques. La création d'infrastructures vertes en ville est une démarche artificielle et il est illusoire de vouloir copier la nature. En revanche, il est important de créer des espaces utilisant la *logique* à l'oeuvre dans le milieu naturel.

Les toitures ou façades végétalisées "industrielles" reposant sur un standard unique ne procurent que peu de bénéfices pour l'environnement. Le choix des espèces et du substrat doit être adapté aux lieux et au climat

local. Quelle que soit l'infrastructure verte envisagée (plantation d'arbres, jardins, toiture végétalisée...) la biodiversité et le choix d'espèces endogènes conditionnent la durabilité des solutions mises en oeuvre. Il faut veiller en particulier à limiter les besoins en arrosage qui nécessitent des systèmes supplémentaires et engendrent des risques de développement de parasites ou d'insectes indésirables (moustiques).

Un autre facteur clé de réussite des projets "nature dans la ville" est l'engagement politique fort de la part des élus locaux. A titre d'exemple, la ville de Washington subventionne les citernes de récupération d'eau de pluie chez les particuliers et les espaces verts sur la voie publique. Outre les économies d'eau réalisées, ces mesures permettent de prévenir le ruissellement et le débordement des réseaux d'évacuation et la pollution qui en résulte. Parallèlement, la ville conduit une politique active de restauration des écosystèmes en lien avec des associations afin de permettre à ses habitants de se "reconnecter" à la Nature. A Atlanta, la création de jardins potagers (ouvriers) constitue une source nouvelle d'alimentation pour les populations les plus défavorisées ; elle constitue également une voie de réinsertion sociale de personnes exclues du monde du travail.

Les élus locaux et les urbanistes ont besoin d'outils d'aide à la décision et à la conception afin de mettre en balance des solutions conventionnelles et des approches innovantes (infrastructures grises ou vertes). Il ne s'agit pas d'instrumentaliser la nature mais plutôt de lui redonner toute sa place en choisissant des solutions durables, économiquement viables et ayant un fort bénéfice environnemental.

Sources :

- [4] Voir le programme complet de la conférence ici : <http://www.buildingclimatesolutions.org/topics/view/51cbfca3f702fc2ba8130b33/>

- [5] Voir l'intégralité du discours ici : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/01/28/president-barack-obamas-state-union-address>

- [6] "Conférence du Conseil National Américain pour la Science et l'Environnement" - Bulletins Electroniques Etats-Unis - RAMSTEIN Céline - 01/02/2013 - <http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/72152.htm>

Pour en savoir plus, contacts :

- [1] Pour plus d'informations (et les vidéos de certaines sessions plénières), voir le site de la conférence : <http://www.buildingclimatesolutions.org>

- [2] Ces recommandations sont également mises en ligne sur le site de la conférence

- [3] Le discours est disponible (en anglais) sur le site de l'Ambassade : <http://ambafrance-us.org/spip.php?article5304>

- [7] "Bilan sur les émissions de gaz à effet de serre des Etats-Unis" - Bulletins Electroniques Etats-Unis - RAMSTEIN Céline - 08/11/2013 - <http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/74277.htm>

- [8] Voir le descriptif de l'atelier : <http://www.buildingclimatesolutions.org/topics/view/522d412f0cf264abcc7b9b62/>

Code brève

ADIT : 75117

Rédacteurs :

- Céline Ramstein, deputy-envt.mst@ambafrance-us.org ;

- Pierre Michel, attache-envt@ambascience-usa.org ;

- Retrouvez toutes nos activités sur <http://france-science.org>.